




## CHIFFRES CLÉS


La Colombie a affiché une croissance solide et régulière au cours de la dernière décennie et possède une économie relativement diversifiée. Avec un PIB à 323,6 Mds (en 2019, USD courants), le pays se positionne comme la 4<sup>e</sup> économie d'Amérique latine. L'accord de paix (dont on estime qu'il pourrait générer 0,3 point de croissance supplémentaire en moyenne au cours des 15 prochaines années) et les réformes fiscales et structurelles adoptées devraient permettre à la Colombie de continuer à améliorer son image sur les marchés internationaux.

 Un marché de **50,4** millions d'habitants

 **83<sup>e</sup>** Indice de Développement Humain  
**67<sup>e</sup>** Classement Doing Business 2020

 **95 %** taux d'alphabétisation (2018)

 **84,2 %** de la population est urbaine  
**15,8 %** de la population est rurale

 **25,4 %** proportion de la classe moyenne

**2013**  
Accord de libre-échange avec l'UE

**2020**  
Adhésion à l'OCDE

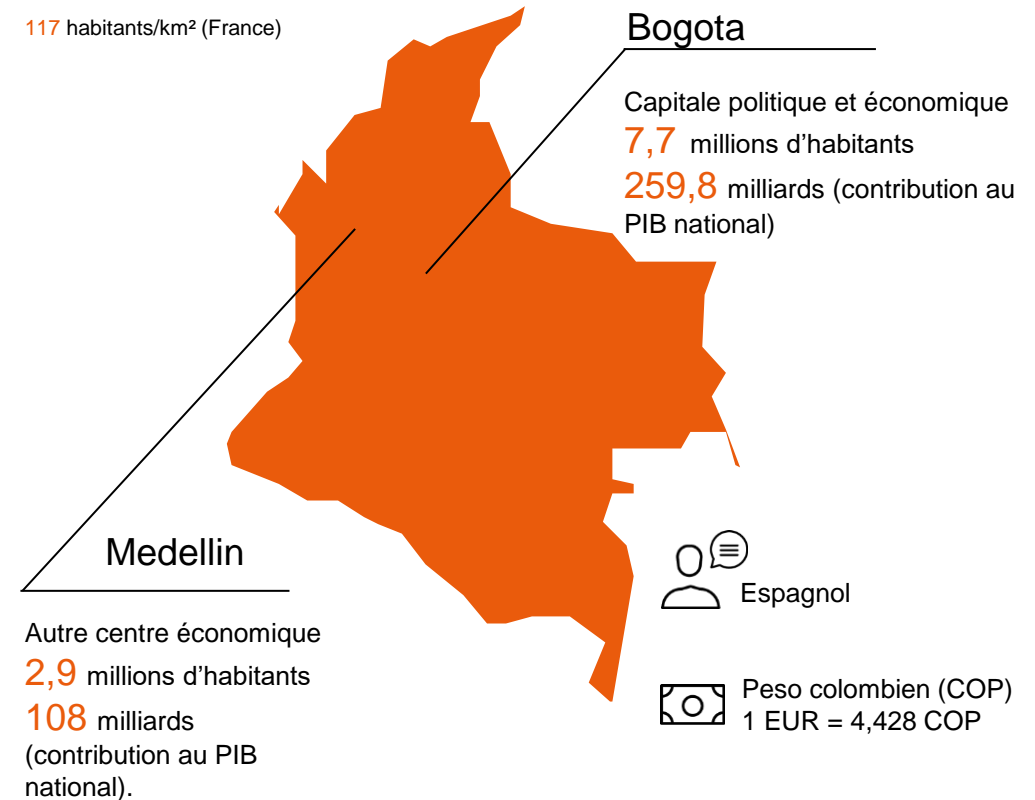


Impact de la pandémie Covid-19 : Facture économique et sociale lourde avec un taux de pauvreté qui a augmenté de 7%, à 43% de la population

**1 141 748** km<sup>2</sup>

**44** habitants/km<sup>2</sup>

117 habitants/km<sup>2</sup> (France)





## DONNÉES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

### • Un régime présidentiel à forte tradition libérale :

La Colombie s'est distinguée par la stabilité de son régime politique depuis son indépendance en 1810. Le seul épisode autoritaire n'a duré que 4 ans (dictature militaire de 1953 à 1957). La Constitution de 1886 n'a été réformée en profondeur qu'en 1991. La Colombie jouit d'un régime parlementaire constitué d'une chambre basse, le Sénat, composé de 102 membres et d'une chambre des représentants de 166 membres, élus pour 4 ans. Le pouvoir exécutif est exercé par le président de la République, élu au suffrage universel pour un mandat de 4 ans, non renouvelable. Ce dernier cumule les fonctions de chef d'État, de chef du gouvernement et d'autorité administrative suprême.

Ivan Duque a été élu président de la Colombie en 2018 et la prochaine élection présidentielle du pays aura lieu en mai 2022. Fin avril 2021, a commencé un mouvement de protestations contre le gouvernement de droite du Président Iván Duque dont le projet de réforme fiscale présenté le 15 avril au Congrès constitue le détonateur, mais dont les racines sont multiples, structurelles, et surtout exacerbées par la crise du coronavirus. Le 2 mai le projet a été retiré par le Président mais la contestation continue. Le Gouvernement peine à trouver une solution pour une sortie de crise.

Le pouvoir judiciaire est exercé par la Cour suprême de Justice, la Cour constitutionnelle et le Conseil d'État, organisé sur le modèle français. Le pays est divisé en 23 départements (équivalent de nos régions) et plus de 1 100 communes. Le gouverneur (*Gobernador*) et le maire (*Alcalde*), élus au suffrage universel pour un mandat de 4 ans, sont à la tête de leurs collectivités respectives.

### • Structure de l'économie :


Le pays dispose d'importantes ressources en matières premières énergétiques, notamment pétrolières (40 % des exportations) . C'est aussi le 11<sup>e</sup> producteur de charbon et le 5<sup>e</sup> exportateur mondial. En matière agricole, la Colombie est aussi reconnue par la qualité de son café (7 % des exportations du pays). Le commerce des avocats de la variété Hass, le cacao et le lait, jouent aussi un rôle important dans l'économie du pays. L'économie de la Colombie présente un certain degré de diversification, même si le potentiel agricole et agroalimentaire de la Colombie, très important, demeure sous-exploité, faute d'investissements (40 M ha de terres arables, dont seulement 18 % actuellement exploitées). La transition vers un modèle plus intensif permettrait d'accélérer son développement sous réserve des investissements adéquats dans la chaîne logistique et les infrastructures routières.


Plusieurs réformes structurelles sont mises en œuvre pour améliorer la compétitivité du pays, notamment dans le secteur des infrastructures physiques avec le « Plan d'infrastructures pour la prospérité » (56 Mds USD d'investissements sur 10 années) et le Plan d'appui à la productivité et à l'emploi (2,5 Mds USD). À noter, le grand programme routier de 4<sup>e</sup> génération en PPP (4G), doté de 15 Mds USD sur 5 ans (5,3 % du PIB). Et l'effort porté par le gouvernement dans le domaine de l'économie « orange » (industries créatives, du patrimoine et de la culture), visant à faire passer leur part dans le PIB de 3 à 6 %.

### Données économiques 2020 (Impact du COVID-19)

 8,9 % Déficit public

 68 % Dette publique

 6 423 USD  
PIB par habitant (2020)

 - 7 % en 2020  
+ 5,1 % prévisions 2021  
Taux de croissance

 2,4 % Inflation

 15,1 % - avril 2021  
Taux de chômage

## PERSPECTIVES ET ENJEUX

- Recouvrement des impôts (14 % PIB niveau central / 35 % pays OCDE)
- Informalité (faible bancarisation) et évasion fiscale
- Rééquilibrage charge fiscale entreprises / ménages
- Réforme des retraites
- Diversification (production et exportations)
- Productivité (main d'œuvre et informalité)
- Goulots d'étranglement (logistique, infrastructures)
- Rééquilibrages régionaux (côte Pacifique, zones affectées par le conflit)
- Mise en œuvre des accords de paix et sécurité (dissidence FARC, ELN, narcotrafic et autres trafics, notamment mines illégales).

## COMMERCE EXTÉRIEUR

### Top 5 des clients de la Colombie (2019)

- ÉTATS-UNIS : 31,06 %
- CHINE : 11,56 %
- PANAMA : 5,96 %
- ÉQUATEUR : 4,95 %
- BRÉSIL : 3,71 %

### Top 5 des fournisseurs de la Colombie (2019)

- ÉTATS-UNIS : 25,38 %
- CHINE : 20,81 %
- MEXIQUE : 7,36 %
- BRÉSIL : 6,02 %
- ALLEMAGNE : 4,12 %

### Top 5 des produits d'exportation de la Colombie (2019)

- PÉTROLE : 32,8 %
- CHARBON : 12,3 %
- PRODUITS RAFFINÉS : 7,3 %
- CAFÉ : 5,7 %
- OR : 4,1 %

### Top 5 des produits d'importation de la Colombie (2019)

- PRODUITS RAFFINÉS : 7,9 %
- ÉQUIPEMENT DE RADIODÉPHONIE, RADIOFFUSION : 4,7 %
- VÉHICULES DE TOURISME : 2,5 %
- MÉDICAMENTS : 2,3 %
- MAIS : 2,2 %

La France

**32ème client de la Colombie**  
**8ème fournisseur de la Colombie**

La Colombie

**68ème fournisseur de la France**  
**62ème client de la France**

## ACCORDS

### Accords commerciaux

- 16 accords de libre-échange (dont l'accord commercial préférentiel signé en 2013 avec l'UE)
- Membre fondateur d'Alliance du Pacifique
- Adhésion à l'OCDE en mai 2020
- Accord de paix avec les FARC en 2016 (0,3 pt croissance / impact image)

### Deux accords bilatéraux récents

#### • **Accord sur la protection des investissements**

Il s'agit de l'Accord du 10 juillet 2014 sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements entre les deux pays, **entré en vigueur le 20 octobre 2020**, après un long processus de ratification. Cet accord permet de fournir un environnement plus favorable aux investissements français en Colombie.

#### • **Première convention fiscale entre les deux pays pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion et la fraude fiscales, signée le 25 juin 2015.**

La ratification de ce texte par le Parlement colombien n'est intervenue qu'en **octobre 2020**, le Sénat ayant donné son feu vert en 2016. Son entrée en vigueur est cependant conditionnée à la procédure interne colombienne : l'approbation par la Cour constitutionnelle de Colombie. Ce texte vise à mieux définir les règles d'imposition, conformément au modèle de convention fiscale de l'OCDE, et a pour objectif d'éviter les doubles impositions, d'accroître la sécurité juridique en plafonnant les taux applicables à certaines opérations, et de lutter contre l'évasion et la fraude fiscales.

## SECTEURS PORTEURS



### Technologies et services

- Fintech et confiance numérique
- E-éducation
- Logiciels et services informatiques
- Innovations au service du retail (retailtech/adtech)
- Industries culturelles et créatives



### Art de vivre et santé

- Cosmétiques
- Dispositifs médicaux
- Marché du luxe
- Habillement et accessoires de mode
- Tourisme et loisirs

## DES OPPORTUNITÉS À SAISIR

- Des besoins dans les infrastructures de transports (routes, aéroports et ports) ;
- Le tourisme, considéré comme le nouveau pétrole de la Colombie (services, équipements, infrastructures) – **Reprise prévue à partir de 2022** ;
- Les cleantech (gestion de l'eau et des déchets) ;
- La mobilité urbaine (ITS, sécurité, information voyageurs) ;
- La tech (retail, fintech, edtech) ;
- En matière de santé, les cosmétiques et les produits liés au bien-être sont à privilégier ;
- Enfin, puissance agricole en devenir, la Colombie cherche à structurer ses filières productives, élevage et cultures végétales notamment, pour les rendre plus compétitives (équipements agro-industriels, chaîne du froid, emballage & conditionnement).



### Agriculture et industries agroalimentaires

- Intrants et matières premières agricoles
- Équipements agro-industriels
- Vins et spiritueux
- Génétique animale
- Ingrédients pour l'industrie agroalimentaire



### Industries et cleantech

- Infrastructures de transport : routes, aéroports, ports
- Eaux et déchets
- ITS
- Énergies renouvelables et biocarburants
- Équipements et services pour les industries extractives

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

La Colombie est un pays traditionnellement libre-échangiste qui dispose d'un accord commercial préférentiel avec l'UE, en vigueur depuis 2013. L'influence américaine y est forte (le pays a donné plus de 20.6 M USD à la Colombie pour contrebalancer les effets de la pandémie), mais elle n'est pas exclusive. Les Colombiens ont toujours été très tournés vers l'Europe et notamment vers la France, sur les sujets de services urbains (eau, déchets, énergie) où nous sommes présents depuis plusieurs décennies. En octobre 2020, un accord de promotion et protection réciproques (API) des investissements entre la Colombie et la France est entrée en vigueur, ce qui apporte une sécurisation juridique supplémentaire pour les entreprises françaises. À noter, l'influence croissante de la Chine, jusque-là plutôt limitée.

Principales caractéristiques:

- Politique économique ouvertement libérale.
- Stabilité économique et financière à long terme.
- Système bancaire solide et bien régulé.

## INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

- La Colombie se classe au 4<sup>e</sup> rang des récepteurs d'IDE en Amérique latine avec 7,6 Mds USD en 2020. Il est à noter le poids significatif des IDE en provenance d'Amérique latine, ce qui n'est pas forcément le cas des autres pays de la zone.
- En termes d'IDE, la France occupe une place significative se positionnant parmi les 7 premiers investisseurs étrangers en Colombie (hors paradis fiscaux) avec des stocks d'IDE estimés à 3 Mds EUR.
- Ces investissements ont concerné de nombreux secteurs d'activités (grande distribution, hôtellerie, services, santé, industrie, finances, etc.) générant un grand nombre d'emplois : la France est ainsi le 1<sup>er</sup> employeur étranger avec 150 000 emplois directs.

## POUR ALLER PLUS LOIN

### LE GUIDE DES AFFAIRES COLOMBIE 2018

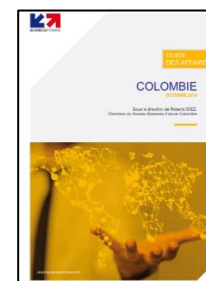
Pour comprendre les spécificités commerciales de ce pays et vous aider à faire les bons choix : de l'information très opérationnelle assortie de conseils précieux.

Prix : 50 EUR HT

Commandez-le en ligne en suivant ce lien

<https://www.businessfrance.fr/export-s-informer-tous-les-guides-des-affaires>

Retrouvez toute l'information sur <https://www.businessfrance.fr/export-s-informer>



## NOUS CONTACTER

Bureau Business France Bogota  
Ambassade de France en Colombie  
Cra 11 # 93-12 – 4<sup>ème</sup> étage  
110221 Bogota  
Colombie

Isabelle CHARMEIL, Directrice Pays  
Tél. : +57 (1) 638 14 70  
[bogota@businessfrance.fr](mailto:bogota@businessfrance.fr)

© 2021- BUSINESS FRANCE

Toute reproduction, représentation ou diffusion, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse de Business France, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par les articles L.335-2 et L.335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Business France ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés. Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées ainsi que les informations et données contenues dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Business France ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable d'éventuels changements.